

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 95 — 543

2 FEVRIER 1995. — Arrêté ministériel portant fixation du taux des intérêts à bonifier en 1995 aux consignations, dépôts volontaires et cautionnements confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations

Le Ministre des Finances,

Vu l'article 10 de la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des Voies et Moyens pour l'année budgétaire 1995,

Arrête :

Article 1^{er}. Les consignations, les dépôts volontaires et les cautionnements de toutes catégories confiés à la Caisse des Dépôts et Consignations bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 p.c.

Les sommes reçues en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 14 décembre 1935 relatif à l'organisation et au contrôle de la comptabilité des notaires, modifié par l'arrêté royal du 8 novembre 1968, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 4 p.c.

Les sommes qui sont ou restent consignées du fait de la minorité, de l'interdiction ou de l'aliénation mentale des ayants droit ou en raison de l'existence d'un usufruit et les cautionnements fournis en numéraire par les conservateurs des hypothèques pour garantir leurs obligations vis-à-vis des tiers (loi du 21 Ventôse, an VII, modifiée par la loi du 24 décembre 1906) bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 5,50 p.c.

Les sommes qui sont ou restent consignées en application de l'article 479 du Code de commerce, livre III, titre 1^{er}, bénéficient d'un taux d'intérêt fixé à 5,50 p.c.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1995.

Bruxelles, le 2 février 1995.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 95 — 544

Arrêté royal autorisant l'accès de la société intercommunale « Provinciale Brabançonne d'Énergie » au Registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté tend à autoriser l'accès de la société intercommunale « Provinciale Brabançonne d'Énergie » (en abrégé, P.B.E.) au Registre national des personnes physiques.

La « Provinciale Brabançonne d'Énergie » tombe sous l'application de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales (1). Elle peut dès lors être considérée comme un organisme de droit belge remplissant des missions d'intérêt général.

Le fondement légal de l'arrêté est ainsi constitué par l'article 5, alinéa 2, a), de la loi du 8 août 1983 organique du Registre national.

La susdite société demande l'accès au Registre national des personnes physiques pour l'accomplissement des tâches ci-après :

— la facturation de la consommation d'électricité et de gaz de ses abonnés et des frais de raccordement aux réseaux de distribution y relatifs;

— la facturation des frais de raccordement au réseau de télédistribution, de la redevance pour la fourniture de signaux y relatifs ainsi que pour les droits d'auteur;

— l'établissement de la liste mensuelle et de la liste annuelle visées à l'article 12 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision (2).

L'avis de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 18 décembre 1992, est favorable au projet d'arrêté.

(1) *Moniteur belge* du 26 juin 1987.

(2) *Moniteur belge* du 12 août 1987.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 543

2 FEBRUARI 1995. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de rentevoet van de in 1995 uit te keren interesten voor de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, vrijwillige deposito's en borgtochten

De Minister van Financiën,

Gelet op artikel 10 van de wet van 23 december 1994 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995,

Bestuit :

Artikel 1. De rentevoet van de bij de Deposito- en Consignatiekas in bewaring gegeven consignaties, de vrijwillige deposito's en de borgtochten van alle categorieën wordt op 4 pct. vastgesteld.

De sommen ontvangen bij toepassing van artikel 1 van het koninklijk besluit van 14 december 1935 betreffende de organisatie en de controle van de boekhouding van notarissen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 november 1968, bekomen een rentevoet vastgesteld op 4 p.c.

De sommen die geconsigneerd zijn of geconsigneerd blijven omwille van de minderjarigheid, de onbekwaamverklaring of de krankzinnigheid van de rechthebbenden, of wegens het bestaan van een vruchtgebruik en de borgtochten die door de hypotheekbewaarders in specie worden verstrekt tot zekerheid van hun verbintenissen tegenover derden (wet van 21 Ventôse, jaar VII, gewijzigd bij de wet van 24 december 1906) bekomen een rentevoet vastgesteld op 5,50 pct.

De sommen die geconsigneerd worden of het blijven in toepassing van artikel 479 van het Wetboek van koophandel, boek III, titel 1, genieten een rentevoet van 5,50 pct.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 1995.

Brussel, 2 februari 1995.

Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 95 — 544

Koninklijk besluit waarbij aan de intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij » toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit, waarvan wij de eer hebben het aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe de intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij » (afgekort P.B.E.) toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen te verlenen.

De « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij » valt onder de toepassing van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales (1). Ze kan bijgevolg beschouwd worden als een instelling van Belgisch recht, die opdrachten van algemeen belang vervult.

De rechtsgrond van het koninklijk besluit wordt aldus gevormd door artikel 5, tweede lid, a) van de organieke wet van 8 augustus 1983 op het Rijksregister.

De maatschappij vraagt de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen voor het vervullen van de hierna opgesomde taken :

— het factureren van het electriciteits- en gasverbruik van haar abonnees en van de aansluitingskosten op de desbetreffende distributienetten;

— het factureren van de kosten van aansluiting op het televisie-distributienet, van de vergoeding voor het uitzenden van de signalen, en van de auteursrechten;

— het opstellen van de maandelijks en jaarlijkse lijst van de abonnees bedoeld in artikel 12 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld (2).

Het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 18 december 1992, was gunstig voor het ontwerp van besluit.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1987.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 12 augustus 1987.

La Commission considère comme justifié l'accès aux informations suivantes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983 :

- a) aux fins de facturation :
- 1^o les nom et prénoms;
 - 2^o le lieu et la date de naissance;
 - 5^o la résidence principale;
 - 6^o le lieu et la date du décès;
 - 9^o l'état civil.

La Commission donne la motivation suivante :

L'accès aux informations 1^o et 5^o est évidemment essentiel pour l'établissement de la facture. L'accès à l'information visée au 2^o permet d'éviter des erreurs sur la personne. La connaissance du lieu et de la date du décès (6^o) est utile pour permettre le recouvrement auprès des ayants droit, tandis que la connaissance de l'état civil (8^o) permet, en application de l'article 222 du Code civil, de recouvrer les dettes pour la consommation d'énergie à des fins ménagères, tant sur les biens propres de l'abonné que sur le patrimoine commun des époux.

L'accès à l'article 3, alinéa 2 (historique des données du Registre national), est également autorisé par l'arrêté en projet.

b) pour l'établissement des listes d'abonnés en application de l'article 12 de la loi du 13 juillet 1987, l'accès aux informations visées à l'article 3, 1^o, 2^o et 5^o, est également justifié parce que ces données doivent être mentionnées sur les listes.

Après avoir été approuvé au Conseil des Ministres, le 23 juillet 1993, l'arrêté en projet a été transmis pour avis au Conseil d'Etat, en application de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel que modifié par la loi du 4 juillet 1989. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 28 mars 1994.

D'une manière générale, le Conseil d'Etat fait observer que l'extension dans le temps de l'accès à l'historique des données devrait être limitée aux nécessités découlant des tâches visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet. Ainsi, l'article 1^{er} du projet serait mis en conformité avec l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel (1). Le Conseil d'Etat propose de limiter la durée de l'accès au Registre national à la période couverte par le délai de prescription.

L'observation du Conseil d'Etat a été soumise à la P.B.E. La société relève qu'en application de l'article 2262 du Code civil, la prescription trentenaire est d'application aux actions intentées par les intercommunales.

Il a dès lors été prévu à l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté en projet que l'extension dans le temps de l'accès à l'historique des données est limitée à trente ans.

Les observations particulières du Conseil d'Etat portent sur la forme et la formulation de l'arrêté en projet. Le texte de celui-ci tient compte de ces observations.

L'article 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté en projet énumère les membres du personnel qui peuvent accéder aux informations du Registre national, tandis que l'article 2 dispose que la liste de ces personnes est transmise annuellement à la Commission de la protection de la vie privée.

L'article 3 stipule que les informations ne peuvent être utilisées qu'aux fins mentionnées à l'article 1^{er} et qu'elles ne peuvent être communiquées à des tiers. Le texte proposé définit les personnes qui ne doivent pas être considérées comme des tiers pour l'application de cette disposition.

La Commission de la vie privée constate dans son avis que le transfert d'informations est ainsi strictement limité.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

De Commissie achtte de toegang gerechtvaardigd tot de volgende informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, van de wet van 8 augustus 1983 :

- a) voor facturatiegegevens :
- 1^o de naam en voornamen;
 - 2^o de geboorteplaats en datum;
 - 5^o de hoofdverblijfplaats;
 - 6^o de plaats en datum van overlijden;
 - 9^o de burgerlijke staat.

De Commissie motiveert dit als volgt :

de toegang tot 1^o en 5^o is uiteraard noodzakelijk voor het opstellen van de factuur. De toegang tot 2^o laat toe persoonsverwisselingen te vermijden. Het kennen van de plaats en datum van overlijden (6^o) is nuttig om de inning bij de rechtsoptvolgers mogelijk te maken, terwijl het kennen van de burgerlijke staat (9^o) toelaat de schulden voor het huishoudelijk energieverbruik, in toepassing van artikel 222 van het Burgerlijk Wetboek, zowel op het eigen vermogen van de abonnee als op het gemeenschappelijk vermogen van de echtgenoten te verhalen.

Ook de toegang tot artikel 3, tweede lid (historiek van de informatiegegevens), werd toegestaan.

b) voor het opstellen van de lijsten van abonnees in toepassing van artikel 12 van de wet van 13 juli 1987 werd de toegang tot de informatiegegevens vermeld onder artikel 3, 1^o, 2^o en 5^o toegestaan, omdat deze gegevens op de lijsten vermeld moeten worden.

Na de goedkeuring in de Ministerraad op 23 juli 1993 werd het ontwerp, in toepassing van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals gewijzigd door de wet van 4 juli 1993, aan de Raad overgezonden voor advies. De Raad bracht zijn advies uit op 28 maart 1994.

De Raad maakte de algemene opmerking dat, wat de toegang tot de opeenvolgende bijwerkingen van de informatiegegevens betreft, niet verder in de tijd zou mogen teruggegaan worden dan vereist is voor het uitvoeren van de taken vermeld in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp. Zo zou artikel 1 van het ontwerp in overeenstemming komen met artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens (1), en de Raad stelt voor de duur van de toegang tot het Rijksregister te beperken tot het tijdvak dat door de verjaringstermijn wordt bestreken.

De opmerking van de Raad werd aan P.B.E. voorgelegd. De maatschappij deelde mede dat, in toepassing van artikel 2262 van het Burgerlijk Wetboek, de dertigjarige verjaringstermijn geldt voor de rechtsvorderingen van intercommunales.

Bijgevolg werd in artikel 1, tweede lid, van het ontwerp bepaald dat de uitbreiding in de tijd van de toegang tot de historiek van de gegevens beperkt wordt tot dertig jaar.

De bijzondere opmerkingen van de Raad van State hadden betrekking op de vorm en formulering van het ontwerp. De tekst werd aan deze opmerkingen aangepast.

Artikel 1, derde lid, van het ontwerp duidt aan welke personeelsleden toegang krijgen tot de informatiegegevens van het Rijksregister, terwijl artikel 2 bepaalt dat de lijst van deze personeelsleden jaarlijks wordt overgezonden aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Artikel 3 stelt dat de informatiegegevens slechts mogen worden gebruikt voor de in artikel 1 vermelde doeleinden en dat zij niet aan derden mogen worden medegedeeld. Tevens wordt vermeld wie in dit kader niet als derde beschouwd wordt.

De Commissie van de levenssfeer heeft in haar advies vastgesteld dat de overdracht van informatiegegevens aldus strikt wordt beperkt.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE

**Avis n° 19/92 du 18 décembre 1992
de la Commission de la protection
de la vie privée**

La Commission de la protection de la vie privée,

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale et, en particulier, l'article 92 instituant la Commission de la protection de la vie privée;

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, modifiée par les lois du 15 janvier 1990 et du 19 juillet 1991;

Vu la demande d'avis du 28 octobre 1992 du Ministre de l'Intérieur;

Vu le rapport de M. Winants;

Emet le 18 décembre 1992, l'avis suivant :

I. Objet de la demande d'avis :

La demande d'avis concerne un projet d'arrêté royal autorisant l'accès de la société intercommunale « Provinciale Brabantonne d'Énergie (P.B.E.) » aux informations du Registre national, reprises à l'article 3, alinéa 1^{er} et alinéa 2.

L'accès est demandé afin de permettre la facturation correcte des frais de raccordement et de consommation de gaz et d'électricité et les frais de raccordement, la redevance et les droits d'auteur se rapportant à la télédistribution.

II. Examen du projet :

A. Base légale pour l'accès.

La P.B.E. est une société intercommunale (composée de communes associées et de la province de Brabant) s'occupant de la fourniture de gaz, d'électricité et de télédistribution.

L'accès au Registre national peut donc lui être autorisé sur base de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 8 août 1983, en tant qu'organisme de droit belge remplissant des missions d'intérêt général.

Etant donné que l'alinéa 2 de l'article 5 constitue une extension de la faculté prévue à l'alinéa 1^{er} du même article, l'autorisation ne peut être accordée que si les modalités visées à l'article 5, alinéa 1^{er}, sont respectées, en l'occurrence pour les informations que la P.B.E. est habilitée à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret.

La Commission constate que ces textes sont repris dans le préambule de l'arrêté royal, mais estime qu'il y a lieu d'y mentionner également la loi du 12 avril 1965 concernant le transport de produits gazeux.

B. Justification de l'autorisation.

L'accès aux informations du Registre national est demandé pour :

1^o la facturation de la consommation d'électricité des abonnés et des frais de raccordement au réseau de distribution y relatif;

2^o la facturation de la consommation de gaz des abonnés et des frais de raccordement au réseau de distribution y relatif;

3^o la facturation aux abonnés des frais de raccordement au réseau de télédistribution et de la redevance pour la fourniture des signaux y relatifs ainsi que pour les droits d'auteur.

La Commission estime que les tâches de facturation que doit exécuter la P.B.E. sont inhérentes aux missions d'intérêt général lui confiées en vertu de ou par la loi.

C. Etendue du droit d'accès.

La Commission constate que l'accès est autorisé à toutes les informations reprises à l'article 3, alinéa 1^{er}, et à l'article 3, alinéa 2.

La Commission pense devoir rappeler que l'article 5 de la loi ne prévoit la possibilité d'accès au Registre national que pour les « informations qu'ils (les bénéficiaires) sont habilités à connaître en vertu d'une loi ou d'un décret ». Comme le Conseil d'Etat, section de législation, a déjà fait remarquer à plusieurs reprises, « le respect du principe de légalité » impose au Gouvernement, de « (vérifier) minutieusement si la connaissance de chacune des informations énumérées à l'article 3 de (la) loi est indispensable pour l'accomplissement de sa mission par l'autorité publique en cause » (voir notamment l'avis du 22 janvier 1992 sur le projet ayant donné lieu à l'arrêté royal du 4 mai 1992 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère de la Région wallonne au Registre national des personnes physiques, *Moniteur belge*, 28 juillet 1992, p. 16952; l'avis du 4 mars 1992 sur le projet ayant donné lieu à l'arrêté royal du

**Advies nr. 19/92 van 18 december 1992
van de Commissie voor de bescherming
van de persoonlijke levenssfeer**

De Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer,

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, en inzonderheid op artikel 92 houdende de oprichting van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, gewijzigd bij de wetten van 15 januari 1990 en 19 juli 1991;

Gelet op de adviesaanvraag van 28 oktober 1992 van de Minister van Binnenlandse Zaken;

Gelet op het verslag van de heer Winants;

Brengt op 18 december 1992 het volgende advies uit :

I. Voorwerp van de adviesaanvraag :

De adviesaanvraag betreft een ontwerp van koninklijk besluit waarbij aan de intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij (P.B.E.) » de toegang wordt verleend tot de informatiegegevens van het Rijksregister, vermeld in artikel 3, eerste en tweede lid.

De toegang wordt gevraagd voor het correct factureren van de aansluitingskosten en het verbruik van gas en elektriciteit en de aansluitingskosten, de abonnementsvergoeding en de auteursrechten met betrekking tot T.V.- distributie.

II. Onderzoek van het ontwerp :

A. Grondslag voor de toegang.

De P.B.E. is een intercommunale vennootschap (bestaande uit gemeentenvennoten en de provincie Brabant) die zich bezighoudt met elektriciteits-, gas- en T.V. distributie.

De toegang tot het Rijksregister kan haar dus verleend worden op basis van artikel 5, tweede lid van de wet van 8 augustus 1983, als instelling van Belgisch recht die opdrachten van algemeen belang vervult.

Aangezien het tweede lid van dit artikel 5 een uitbreiding betreft van de in het eerste lid van datzelfde artikel voorziene mogelijkheid, kan de toelating slechts verleend worden met inachtneming van de modaliteiten vermeld in artikel 5, eerste lid, in casu voor de informatie die de P.B.E. krachtens een wet of decreet bevoegd is te kennen.

De Commissie stelt vast dat deze teksten overgenomen zijn in de aanhef van het koninklijk besluit, maar oordeelt om hier ook de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten te vermelden.

B. Rechtvaardiging van de toelating.

De toegang tot de informatiegegevens van het Rijksregister wordt gevraagd voor :

1^o het factureren van het elektriciteitsverbruik van de abonnees en van de aansluitingskosten op het desbetreffend distributienet;

2^o het factureren van het gasverbruik van de abonnees en van de aansluitingskosten op het desbetreffend distributienet;

3^o het factureren aan de abonnees van de aansluitingskosten op het net van de televisiedistributie en van de abonnementsvergoeding voor de levering van de desbetreffende signalen evenals voor de auteursrechten.

De Commissie is van oordeel dat de facturatietaken die door de P.B.E. dienen te worden uitgevoerd inherent zijn aan de opdrachten van algemeen belang die haar krachtens of door de wet zijn toevertrouwd.

C. Omvang van het toegangsrecht.

De Commissie stelt vast dat de toegang wordt verleend tot alle gegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, en voor artikel 3, tweede lid.

De Commissie meent eraan te moeten herinneren dat artikel 5 van de wet slechts in de mogelijkheid van toegang tot het Rijksregister voorziet met betrekking tot « de informatie die (de begunstigde) krachtens een wet of een decreet bevoegd zijn te kennen ». Zoals de Raad van State, afdeling wetgeving, reeds meermaals heeft opgemerkt, is het zaak van de Regering, « ter eerbiediging van het wettigheidsbeginsel », om « met grote zorgvuldigheid (na te gaan) of de kennis van elk van de in artikel 3 van (de) wet opgesomde informatiegegevens volstrekt noodzakelijk is opdat de betrokken openbare overheid haar opdracht kan uitvoeren » (zie, o.i.n., advies van 22 januari 1992 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 4 mei 1992 waarbij aan sommige overheden van het Ministerie van het Waalse Gewest toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, *Belgisch Staatsblad*,

18 mai 1992 autorisant l'accès de certaines autorités du Ministère wallon de l'Équipement et du Transport au Registre national des personnes physiques, *Moniteur belge*, 2 juillet 1992, p. 15048).

Dans la demande d'accès initiale, la société demanderesse n'avait pas justifié la nécessité d'avoir accès à chacune des données afin d'exécuter les missions lui incombant par ou en vertu des lois et décrets.

Sur demande de la Commission, la P.B.E. a fourni des explications complémentaires à ce sujet. Une distinction est faite en ce qui concerne l'accès au Registre national à des fins de facturation de l'alimentation en gaz et électricité et de télédistribution d'une part, et l'accès au Registre national dans le cadre des tâches résultant de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

1. Les finalités de la facturation.

La P.B.E. dit que « pour rendre possible une facturation efficace basée sur des renseignements fiables, les informations reprises à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 9^o inclus, de la loi du 8 août 1983 sont indispensables ».

D'après la P.B.E. les tâches qui lui sont imposées par ou en vertu des lois ou décrets, consistent dans la vente et le recouvrement des frais; ce qui, entraîne évidemment une tâche de facturation.

La Commission fait les constatations suivantes :

— La loi du 10 mars 1925 sur la distribution d'énergie électrique, en particulier en ses articles 5 et 6, parle de la distribution et la vente d'énergie électrique.

— La loi du 12 avril 1965 concernant le transport de produits gazeux, parle, en son article 4, de la création et l'exploitation.

— L'arrêté royal du 24 décembre 1966 concernant les lois relatives aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion (également applicable à la télédistribution) parle également d'exploitation d'un tel réseau et, en ses articles 11 et 16, plus particulièrement, des frais de raccordement et d'abonnement.

Ci-après la Commission vérifiera, en tenant compte de la justification donnée par la P.B.E., si l'accès à toutes les informations est nécessaire pour arriver à une « facturation efficace ».

La P.B.E. a avancé les justifications suivantes :

a) « Les informations reprises sous les numéros 1^o, 3^o et 5^o sont évidemment nécessaires afin d'envoyer une facture ».

Commentaire : La Commission n'aperçoit pas « l'évidente » nécessité de disposer notamment de l'information sub 3^o (le sexe) pour envoyer une facture. En cas de doute éventuel, étant donné le prénom, il suffira d'adresser la facture à « Monsieur/Madame X ».

b) « Les informations sous 2^o et 4^o sont nécessaires afin d'éviter les erreurs sur des personnes portant les mêmes nom et prénom ».

Commentaire : La Commission estime que l'accès à l'information sub 2^o (lieu et date de naissance) doit suffire pour éviter de telles erreurs et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'autoriser l'accès à l'information sub 4^o (nationalité).

c) « L'information sub 6^o est nécessaire afin de rendre possible, en cas de décès de l'abonné, le recouvrement à l'égard des ayants droit. Pour obtenir cette information à la justice de paix, nous devons disposer de la date du décès ».

Commentaire : La Commission n'a pas d'objection à formuler en ce qui concerne l'autorisation d'accès à une telle donnée.

d) « L'information sub 7^o est nécessaire pour le contrôle du tarif à appliquer (par ex. tarif professionnel pour les personnes demandant un raccordement à des fins professionnelles) ».

Commentaire : La Commission estime ne pas pouvoir autoriser l'accès à cette information, sur base de cette justification, étant donné qu'il est plus sûr de déduire la réalité de la profession exercée de la demande d'abonnement et des pièces de justification éventuelles.

e) « L'information sub 8^o est nécessaire car les dettes domestiques concernant la consommation d'énergie sont, d'après la loi, des dettes communes qui peuvent être recouvrées sur le patrimoine propre de l'abonné ainsi que sur le patrimoine commun des époux ».

Commentaire : La P.B.E. vise ici l'article 222 du Code civil. La Commission estime que l'accès à cette donnée peut être autorisé.

f) « L'information sub. 9^o est nécessaire pour l'attribution d'un tarif réduit concernant l'abonnement à la télédistribution. En effet, cette demande peut émaner d'un moins valide faisant partie du ménage ».

28 juli 1992, blz. 16952; advies van 4 maart 1992 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 mei 1992 waarbij aan sommige overheden van het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, *Belgisch Staatsblad* 2 juli 1992, blz. 15048).

In de oorspronkelijke vraag tot toelating werd door de verzekerende maatschappij geen verantwoording gegeven over de noodzaak om toegang te krijgen tot elk van de gegevens om de haar door of krachtens de wetten of decreten opgedragen taken te vervullen.

Op vraag van de Commissie heeft de P.B.E. bijkomende uitleg terzake verschaft. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen de toegang tot het Rijksregister voor facturatie doeleinden i.v.m. gas- en electriciteitsvoorziening en teledistributie enerzijds en de toegang tot het Rijksregister in het kader van de taken voortvloeiend uit de wet van 13 juli 1987 betreffende het Kijk- en Luistergeld.

1. De facturatie doeleinden.

De P.B.E. stelt dat « ten einde een efficiënte facturatie aan de hand van betrouwbare gegevens mogelijk te maken » de informatiegegevens vermeld in artikel 3, eerste lid, 1^o tot en met 9^o, van de wet van 8 augustus 1983 onontbeerlijk zijn.

De P.B.E. gaat hierbij uit van het feit dat de taken die haar bij wet of decreet worden opgelegd, taken zijn van verkoop en inning, die uiteraard een facturatieopdracht met zich brengen.

De Commissie doet de volgende vaststellingen :

— De wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening spreekt, inzonderheid in de artikelen 5 en 6 over de bezorging en de verkoop van stroom.

— De wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten heeft het, in artikel 4, over de oprichting en de exploitatie.

— Het koninklijk besluit van 24 december 1966 betreffende de wetten voor distributie van radio-omroepzendingen (eveneens van toepassing op teledistributie) spreekt eveneens over exploitatie van een dergelijk net en heeft het in de artikelen 11 en 16 meer specifiek over de aansluitingskosten en de abonnementsvergoedingen.

De Commissie zal hierna nagaan of, rekening houdende met de rechtvaardiging verstrekt door de P.B.E., de toegang tot alle informatiegegevens nodig is om tot een « efficiënte facturatie » te komen.

De P.B.E. heeft de volgende rechtvaardigingen verstrekt :

a) « De gegevens onder 1^o, 3^o en 5^o zijn uiteraard nodig om een factuur te kunnen verzenden ».

Commentaar : De Commissie ziet niet in waarom met name het gegeven sub 3^o (het geslacht) « uiteraard » nodig zou zijn om een factuur te verzenden. Ingeval van mogelijke twijfel gelet op de voor naam, zal het volstaan de factuur te richten aan « de heer/Mevrouw X ».

b) « De gegevens onder 2^o en 4^o zijn nodig om een persoonsverwisseling te vermijden onder personen met éénzelfde naam en voor naam ».

Commentaar : De Commissie is van oordeel dat de toegang tot het gegeven sub 2^o (geboorteplaats- en datum) moet volstaan om dergelijke persoonsverwisselingen te vermijden en dat er derhalve geen aanleiding is om ook de toegang te verlenen tot het gegeven sub 4^o (nationaliteit).

c) « Het gegeven onder 6^o is nodig om bij overlijden van een abonnee de inning ten aanzien van de rechtsopvolgers mogelijk te maken. Om informatie hieromtrent van het vrederecht te bekomen dienen wij de overlijdensdatum te kennen ».

Commentaar : De Commissie heeft geen bezwaar tegen het verlenen van toegang tot dergelijk gegeven.

d) « Het gegeven onder 7^o is nodig voor de controle van het toe kennen tarief (voorbeeld professioneel tarief voor personen die aansluiting vragen voor beroepsdoeleinden) ».

Commentaar : De Commissie meent dat op grond van deze rechtvaardiging de toegang tot dit gegeven niet kan worden verleend, aangezien de werkelijkheid van het uitgeoefende beroep met meer zekerheid kan worden afgeleid uit de abonnementsaanvraag en de eventuele rechtvaardigingsstukken.

e) « Het gegeven onder 8^o is nodig daar de schulden van huishoudelijk energieverbruik ingevolge de wet gemeenschappelijke schulden zijn, verhaalbaar zowel op het eigen vermogen van de abonnee als op het gemeenschappelijk vermogen van de echtgenoten ».

Commentaar : De P.B.E. viseert hier artikel 222 van het burgerlijk wetboek. De Commissie is van oordeel dat de toegang tot dit gegeven kan worden verstrekt.

f) « Het gegeven onder 9^o is noodzakelijk voor de toekenning van het verminderd tarief inzake abonnementsgeld voor T.V.-distributie. De aanvraag hiertoe kan immers gebeuren voor een minder-valide die deel uitmaakt van het gezin ».

Commentaire : La Commission n'est pas convaincue par cette justification. La qualité de moins valide n'est pas une information reprise dans le 9^e (composition du ménage) de sorte que l'accès à cette information ne permet pas à la société de se prononcer sur l'attribution d'un tarif réduit. La Commission estime donc que l'accès à cette information n'est pas nécessaire.

Conclusion :

La Commission estime que la P.B.E. est autorisée à avoir accès aux données visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 août 1983, mais qu'il reste limité aux informations sub 1^o, 2^o, 5^o, 6^o et 8^o, ainsi qu'aux modifications successives de ces données.

2. La loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

La P.B.E. invoque ici l'article 12 de la loi susvisée, qui l'oblige en tant que télédiffuseur, à remettre mensuellement une liste des nouveaux abonnés et annuellement une liste de tous les abonnés, reprenant au moins les nom, adresse et date de naissance. Elle demande dès lors l'accès aux informations sub 1^o, 2^o et 5^o.

Conclusion :

La Commission estime que, tenant compte de cette mission de la P.B.E., l'accès à ces informations peut être autorisé.

D. Désignation des titulaires de l'autorisation.

Le projet d'arrêté royal réserve l'accès aux informations :

1^o au directeur général de la P.B.E.;

2^o aux membres du personnel de la P.B.E., désignés par lui nommément et par écrit à cette fin en raison de leurs fonctions, à condition qu'ils soient titulaires d'un grade équivalent à celui du niveau 1 des agents de l'Etat.

L'article 2 du projet dispose que la liste des membres du personnel désignés, avec indication de leurs grade et fonction, est dressée annuellement par le directeur général de la P.B.E. et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

La Commission n'a pas de remarque à formuler à ce sujet.

Elle estime toutefois que dans le 2^e, le bout de phrase « en raison de leurs fonctions » devrait être remplacé par « en raison de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives ».

E. Utilisation des informations.

L'article 3 du projet prévoit que les informations ne peuvent être utilisées qu'aux fins mentionnées à l'article 1^{er} et qu'elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers :

1^o les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations, ainsi que leurs représentants légaux;

2^o les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la P.B.E. aux fins visées à l'article 1^{er}.

La Commission constate que la communication des informations est ainsi strictement limitée.

Par ces motifs,

sous réserve des remarques susvisées et des restrictions quant à l'entendue du droit d'accès, la Commission émet un avis favorable.

Le secrétaire,
J. Paul.

Le président,
P. Thomas.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 22 octobre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « autorisant l'accès de la société intercommunale « Provinciale Brabantonne d'Energie » au Registre national des personnes physiques », a donné le 28 mars 1994 l'avis suivant :

Observation générale

L'arrêté royal en projet autorise l'accès aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o et 8^o, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, ainsi qu'à l'historique de ces cinq données (alinéa 2 du même article), en ce qui concerne les facturations de la société coopérative intercommunale « P.B.E. ».

Commentaar : De alhier gegeven rechtvaardiging overtuigt de Commissie niet. De hoedanigheid van minder-valide is geen gegeven dat is overgenomen in het 9^e (samenstelling van het gezin), zodanig dat de toegang daartoe de maatschappij niet in de mogelijkheid stelt de toekenning van een verminderd tarief te beoordelen. De Commissie is dan ook van oordeel dat de toegang tot dit gegeven niet noodzakelijk is.

Conclusie :

De Commissie is van oordeel dat aan de P.B.E. de toegang mag worden verstrekt tot de gegevens vermeld in artikel 3, 1^e lid, van de wet van 8 augustus 1983, maar beperkt tot de gegevens sub 1^o, 2^o, 5^o, 6^o en 8^o, alsmede tot de opeenvolgende wijzigingen van deze gegevens.

2. De wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

De P.B.E. roept in dat, ingevolge artikel 12 van hogervermelde wet, zij als televisieverdeler verplicht is maandelijks een lijst van nieuwe abonnees en jaarlijks een lijst van alle abonnees mede te delen, waarop tenminste de naam, het adres en de geboortedatum op vermeld zijn. Zij vraagt dan ook toegang tot de gegevens sub 1^o, 2^o en 5^o.

Conclusie :

De Commissie is van oordeel dat de toegang tot deze gegevens mag worden verstrekt, rekening houdend met de opdracht terzake van de P.B.E.

D. Aanduiding van de titularissen van de machtiging.

Het ontwerp van koninklijk besluit voorziet dat de toegang tot de informatiegegevens is voorbehouden aan :

1^o de directeur-generaal van de P.B.E.;

2^o aan de personeelsleden van de P.B.E. die door hem daartoe bij naam en schriftelijk zijn aangewezen op grond van hun ambt, op voorwaarde dat zij een graad bekleden die gelijkwaardig is aan die van niveau 1 van de Rijksambtenaren.

Artikel 2 van ontwerp bepaalt dat de lijst van die personeelsleden, met aanduiding van hun graad en functie, jaarlijks wordt opgesteld door de directeur-generaal van de P.B.E. en even vaak wordt bezorgd aan de Commissie voor de bescherming van de levensstaat.

De Commissie heeft dienaangaande geen opmerkingen te formuleren.

Zij meent evenwel dat in het 2^e de zinsnede « op grond van hun ambt » zou dienen te worden vervangen door « uit hoofde van hun functie en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden ».

E. Gebruik van de informatiegegevens.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat de informatiegegevens slechts mogen worden gebruikt voor de in artikel 1 vermelde doeleinden en dat zij niet aan derden mogen worden meegedeeld.

Worden niet als derden beschouwd :

1^o de natuurlijke personen waarop de informatiegegevens betrekking hebben als ook hun wettelijke vertegenwoordigers.

2^o de openbare overheden en instellingen aangeduid krachtens artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij met de P.B.E. onderhouden voor de in artikel 1 vermelde doeleinden.

De Commissie stelt vast dat de overdracht van de informatiegegevens aldus strikt wordt beperkt.

Om deze redenen,

brengt de Commissie, onder voorbehoud van de hogervermelde opmerkingen en beperkingen qua omvang van het toegangsrecht, een gunstig advies uit.

De secretaris,
J. Paul.

De voorzitter,
P. Thomas.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 22 oktober 1993 door de Minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « waarbij aan de intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij » toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend », heeft op 28 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Algemene opmerking

Het ontworpen koninklijk besluit verleent aan de coöperatieve intercommunale vennootschap P.B.E. voor haar facturering toegang tot de informatiegegevens genoemd in artikel 3, eerste lid, 1^o, 2^o, 5^o, 6^o en 8^o, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en tot de opeenvolgende bijwerkingen van deze vijf informatiegegevens (tweede lid van hetzelfde artikel).

L'extension dans le temps de l'accès à l'historique devrait être limitée aux nécessités découlant des missions visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet. C'est en complétant cette disposition du projet en ce sens (1) que celle-ci sera rendue conforme à l'article 5 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, qui prohibe le traitement de données inadéquates, dénuées de pertinence ou excessives.

L'observation vaut, par identité de motifs, pour les arrêtés royaux antérieurs à l'entrée en vigueur de l'article 5 précité, qu'il convient d'adapter en conséquence, afin que soient harmonisées les restrictions à l'accès au Registre national.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Le texte néerlandais de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 2, 2^o, mieux vaut remplacer les mots « par lui » par les mots « par le directeur général de la P.B.E. ».

Dans le texte français, il faudrait écrire « équivalent à ceux du niveau 1 ».

Article 3

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 2, 1^o, il y a lieu d'écrire : « ... personen op wie ... » au lieu de « ... personen waarop ... ».

Dans le texte néerlandais du 2^o du même alinéa, il y a lieu d'écrire « aangewezen » au lieu de « aangeduid ».

La chambre était composée de :

MM. :

J.-J. Stryckmans, président de chambre;

Y. Boucquey et Y. Kreins, conseillers d'Etat;

J. De Gavre et P. Gothot, assesseurs de la section de législation;

Mme J. Gielissen, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. Stryckmans.

Le rapport a été présenté par M. J. Regnier, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme C. Debroux, référendaire adjoint.

Le greffier,

J. Gielissen.

Le président,

J.-J. Stryckmans.

16 JANVIER 1995. — Arrêté royal autorisant l'accès de la société intercommunale « Provinciale Brabantonne d'Énergie » au Registre national des personnes physiques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, notamment l'article 5, alinéa 2, a), modifié par la loi du 19 juillet 1991;

Considérant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique, notamment les articles 5 et 6;

Considérant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisation;

Considérant la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, notamment l'article 12;

Considérant la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, notamment l'article 5;

(1) Par exemple, en limitant, à la période couverte par le délai de prescription, la durée de l'accès au Registre national.

Wat de toegang tot de openvoegende bijwerkingen betreft, zou niet verder in de tijd teruggedaan mogen worden dan vereist is voor het uitvoeren van de taken opgesomd in artikel 1, eerste lid, van het ontwerp. Door deze bepaling van het ontwerp aldus aan te vullen (1), zal zij in overeenstemming komen met artikel 5 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, dat de verwerking van ontoereikende niet ter zake dienende of overmatige gegevens verbiedt.

Deze opmerking geldt om dezelfde redenen voor de koninklijke besluiten die van oudere datum zijn dan de inwerkingtreding van voornoemd artikel 5 en die dienovereenkomstig moeten worden aangepast, om de beperkingen op de toegang tot het Rijksregister te harmoniseren.

Bijzondere opmerkingen

Bepalend gedeelte

Artikel 1

In de inleidende volzin van het eerste lid, zou het beter zijn « taken » te schrijven in plaats van « opdrachten ».

In 1^o van hetzelfde lid schrijf men « genoemd » in plaats van « bedoeld ». Dezelfde opmerking geldt voor het eerste lid, 2^o.

In hetzelfde lid, 1^o, c, schrijf men :

« c) voor het ten behoeve van haar abonnees factureren van de kosten van aansluiting op het televisiedistributienet, het factureren van de vergoeding voor het uitzenden van de signalen en voor auteursrechten ».

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

« De toegang waarvan sprake in het eerste lid is alleen toegestaan aan :

1^o de directeur-generaal van de P.B.E.;

2^o de personeelsleden van de P.B.E. met een graad die gelijkwaardig is aan de graden van niveau 1 van de rijksambtenaren die daartoe door de directeur-generaal van de P.B.E. bij name en schriftelijk zijn aangewezen uit hoofde van hun functie en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden ».

Artikel 3

In het tweede lid, 1^o, schrijf men « ... personen op wie ... » in plaats van « ... personen waarop ... ».

In hetzelfde lid, 2^o, schrijf men « aangewezen » in plaats van « aangeduid ».

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

J.-J. Stryckmans, kamervoorzitter;

Y. Boucquey en Y. Kreins, staatsraden;

J. De Gavre en P. Gothot, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. J. Gielissen, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J.-J. Stryckmans.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Regnier, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. C. Debroux, adjunct-referendaris.

De griffier,

J. Gielissen.

De voorzitter,

J.-J. Stryckmans.

16 JANUARI 1995. — Koninklijk besluit waarbij aan de intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij » toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen wordt verleend

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 5, tweede lid, a), gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991;

Gezien de wet van 10 maart 1925 op de elektriciteitsvoorziening, inzonderheid de artikelen 5 en 6;

Gezien de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige produkten en andere door middel van leidingen;

Gezien de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, inzonderheid artikel 12;

Gezien de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, inzonderheid artikel 5;

(1) Bij voorbeeld, door de duur van de toegang tot het Rijksregister te beperken tot het tijdvak dat door de verjaringstermijn wordt bestreken.

Considérant l'arrêté royal du 24 décembre 1966 relatif aux réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion aux habitations de tiers, notamment l'article 11, alinéa 1^{er};

Vu l'avis n° 19/92 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 18 décembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'accomplissement de ses missions d'intérêt général, la société coopérative intercommunale « Provinciale Brabantonne d'Énergie », en abrégé P.B.E., est autorisée à accéder, aux fins ci-après déterminées et dans les limites fixées à l'alinéa 2 :

1° aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 5°, 6° et 8°, et alinéa 2, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques :

a) pour la facturation de la consommation d'électricité de ses abonnés et des frais de raccordement au réseau de distribution y relatif;

b) pour la facturation de la consommation de gaz de ses abonnés et des frais de raccordement au réseau de distribution y relatif;

c) pour la facturation à ses abonnés des frais de raccordement au réseau de télédistribution et de la redevance pour la fourniture de signaux y relatifs ainsi que pour les droits d'auteur.

2° aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, 2° et 5°, de la loi précitée du 8 août 1983 pour l'établissement de la liste mensuelle et de la liste annuelle visées à l'article 12 de la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision.

L'extension dans le temps de l'accès à l'historique des données énumérées à l'alinéa 1^{er}, 1°, visé à l'article 3, alinéa 2, de la loi précitée du 8 août 1983, est limitée à trente ans.

L'accès visé à l'alinéa 1^{er} est réservé :

1° au directeur général de la P.B.E.;

2° aux membres du personnel de la P.B.E., désignés par le directeur général de la P.B.E. nommément et par écrit à cette fin du chef de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions respectives, à condition qu'ils soient titulaires d'un grade équivalent à ceux du niveau 1 des agents de l'Etat.

Art. 2. La liste des membres du personnel désignés conformément à l'article 1^{er}, alinéa 3, 2°, avec l'indication de leur grade et de leur fonction, est dressée annuellement par le directeur général de la P.B.E. et transmise suivant la même périodicité à la Commission de la protection de la vie privée.

Art. 3. Les informations obtenues en application de l'article 1^{er} ne peuvent être utilisées qu'aux fins mentionnées audit article. Elles ne peuvent être communiquées à des tiers.

Ne sont pas considérés comme des tiers pour l'application de l'alinéa 1^{er} :

1° les personnes physiques auxquelles se rapportent ces informations ainsi que leurs représentants légaux;

2° les autorités publiques et organismes désignés en vertu de l'article 5 de la loi précitée du 8 août 1983, dans le cadre des relations qu'ils entretiennent avec la P.B.E. aux fins visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 janvier 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Intérieur,
J. VANDE LANOTTE

Gezien het koninklijk besluit van 24 december 1966 betreffende de netten voor distributie van radio-omroepuitzendingen in de woningen van derden, inzonderheid artikel 11, eerste lid;

Gelet op het advies nr. 19/92 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, uitgebracht op 18 december 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor het vervullen van haar taken van algemeen nut wordt aan de coöperatieve intercommunale vennootschap « Provinciale Brabantse Energiemaatschappij », afgekort als P.B.E., voor de hierna bepaalde doeleinden en binnen de perken vastgesteld bij het tweede lid :

1° toegang verleend tot de informatiegegevens genoemd in artikel 3, eerste lid, 1°, 2°, 5°, 6° en 8°, en tweede lid, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen :

a) voor het factureren van het elektriciteitsverbruik van haar abonnees en van de aansluitingskosten op het desbetreffende distributienet;

b) voor het factureren van het gasverbruik van haar abonnees en van de aansluitingskosten op het desbetreffende distributienet;

c) voor het ten behoeve van haar abonnees factureren van de kosten van aansluiting op het televisiedistributienet, het factureren van de vergoeding voor het uitzenden van de signalen en voor auteursrechten.

2° toegang verleend tot de informatiegegevens genoemd in artikel 3, eerste lid, 1°, 2° en 5° van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen voor het opstellen van de maandelijks en jaarlijkse lijst bedoeld in artikel 12 van de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld.

De uitbreiding in de tijd van de toegang tot de historiek van de in het eerste lid, 1°, opgesomde informatiegegevens, bedoeld in artikel 3, tweede lid, van de voormelde wet van 8 augustus 1983, wordt beperkt tot dertig jaar.

De toegang waarvan sprake in het eerste lid is alleen toegestaan aan :

1° de directeur-generaal van de P.B.E.;

2° de personeelsleden van de P.B.E. met een graad die gelijkwaardig is aan de graden van niveau 1 van de Rijksambtenaren die daartoe door de directeur-generaal van de P.B.E. bij name en schriftelijk zijn aangewezen uit hoofde van hun functie en binnen de perken van hun respectieve bevoegdheden.

Art. 2. De lijst van de personeelsleden, met aanduiding van hun graad en functie, die overeenkomstig artikel 1, derde lid, 2°, aangewezen zijn wordt jaarlijks opgesteld door de directeur-generaal van de P.B.E. en even vaak bezorgd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Art. 3. De met toepassing van artikel 1 verkregen informatiegegevens mogen slechts worden gebruikt voor de in dat artikel vermelde doeleinden. Zij mogen niet medegedeeld worden aan derden.

Voor de toepassing van het eerste lid worden niet als derden beschouwd :

1° de natuurlijke personen op wie die informatiegegevens betrekking hebben alsook hun wettelijke vertegenwoordigers;

2° de openbare overheden en de instellingen aangewezen krachtens artikel 5 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, in het kader van de betrekkingen die zij voor de in artikel 1, eerste lid, vermelde doeleinden met de P.B.E. onderhouden.

Art. 4. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 januari 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. WATHELET

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. VANDE LANOTTE